

LA MÉTROPOLE DE LYON DOIT RÉPONDRE À L'URGENCE SOCIALE TOUCHANT LES ÉTUDIANTS DU GRAND LYON

Ce jeudi 4 février s'est tenue la première réunion du groupe de travail métropolitain sur la précarité étudiante. Si les objectifs affichés sont louables, notre groupe Progressistes & Républicains souhaite rappeler l'urgence d'agir dès maintenant.

Dès août 2020, alertés par l'indicateur du coût de la rentrée étudiante publié par l'association GAELIS, notre groupe avait formulé plusieurs propositions au Président de la Métropole, Bruno Bernard, pour répondre à la précarité grandissante chez les étudiants de la Métropole de Lyon. Elles sont malheureusement restées lettre morte.

Lors du dernier conseil le 25 janvier, la majorité écologiste a refusé de mettre à l'ordre du jour le voeu que nous portions avec le groupe Synergies Métropole demandant au Grand Lyon de prendre des mesures rapides. Nous regrettons ce temps perdu alors que nous sommes face à une urgence inédite.

Notre groupe renouvelle donc les propositions réalisées depuis plusieurs mois et une nouvelle fois répétées à l'occasion de cette réunion de travail. D'une part, des mesures d'urgence à prendre très rapidement :

- **Sur le volet du pouvoir d'achat, la gratuité de l'abonnement TCL jusqu'à la fin de l'année pour tous les étudiants de la Métropole de Lyon ;**
- **Pour lutter contre l'isolement des jeunes et leur permettre une reprise des cours en présentiel, la mise à disposition de grands espaces événementiels inutilisés sur lesquels la Métropole a une capacité d'agir en travaillant avec les acteurs de l'événementiel et avec les communes (Centre de Congrès, Eurexpo, Halle Tony Garnier, ...)** ;
- **La création de services civiques par la Métropole permettant de venir en aide aux associations de solidarités et donnant l'occasion aux étudiants de s'engager dans une mission pour échapper à leur isolement, tout en ayant un revenu complémentaire compatible avec leurs études ;**
- **Une action de coordination de tous les acteurs de ces solidarités en faveur des étudiants sur ses compétences telles que le logement, le social, l'économie ou les mobilités ;**

D'autre part, la Métropole doit réfléchir dès maintenant à des mesures de plus long-terme qui pourraient entrer en application dès la rentrée de septembre 2021, telles que :

- Un abonnement jeune intégrant l'offre Vélo'v à 20€ par mois au lieu de 32€ aujourd'hui ;
- Un effort massif sur la construction de logements étudiants avec des objectifs ambitieux, soit au moins 10 000 nouveaux logements dont 8000 logements sociaux étudiants ;
- La création d'un réseau d'épiceries sociales et solidaires sur tous les campus de la Métropole telles que celles proposées à La Doua et à Bron ;
- Une aide à l'installation dans leur premier logement de 300€ pour les jeunes s'installant sur la Métropole de Lyon, sous conditions de ressources ;
- La création d'un plan « Tremplin pour le 1er emploi » avec le versement d'une prime de 400€ pendant 4 mois et l'accès à un éventail de formations professionnalisantes pour permettre une transition vers la vie professionnelle, en lien avec l'État, Pôle Emploi et le dispositif « un jeune, une solution ».

Les nombreux témoignages des étudiants sur les réseaux sociaux rappellent la nécessité d'une mobilisation de tous les acteurs publics comme privés. Nous attendons des actes forts de la Métropole de Lyon à destination des jeunes et des étudiants. Ses compétences étendues lui donnent une capacité d'agir à tous les niveaux : contre la précarité, pour faciliter le retour en présentiel et contre l'isolement.

Si nous voulons préserver l'avenir de notre jeunesse et être à la hauteur des sacrifices qu'elle accomplit depuis un an, notre réponse doit être forte et rapide.